

GUIDE D'AUTO-DÉFENSE INTELLECTUELLE DES IDÉES DE GAUCHE PENDANT LES PRÉSIDENTIELLES (ET PAS QUE...)



Comment faire peser les idées de gauche à l'approche des élections ? Comment viser juste face aux arguments du camp d'en face ? Ce guide donne des pistes et nous invite à oser convaincre.

« Les fainnants et les assistés ruinent la France ! »

Fraudes au RSA, aux prestations sociales, trou de la sécu... Les pauvres nous coûteraient un pognon de dingue. Mais qu'en disent les chiffres* ?



800 Millions d'euros de fraude au RSA, oui mais

27 Milliards d'euros de fraude aux impôts sur la société soit **33 fois plus**.



149 Millions d'euros de fraude aux arrêts maladies, oui mais

14 Milliards d'euros de fraude aux cotisations patronales.



119 Millions d'euros de fraude aux prestations familiales oui mais

17 Milliards d'euros de fraude à l'impôt sur le revenu.

La France se situe dans la moyenne de l'UE en terme de versement de prestations.

Retraite :

Être plus nombreux signifie-t-il forcément devoir travailler plus ?

Aujourd'hui, un actif sur 2 qui a l'âge d'arriver en retraite n'est déjà plus dans l'emploi. Il y a 300 000 chômeurs de plus de 60 ans et plus de 400 000 de moins de 25.

Travailler plus longtemps aura un effet : aggraver le chômage aux deux extrémités de la vie active. C'est à dire pour les jeunes et les séniors.



« Et le trou de la sécu alors ? »

La sécu c'est les soins médicaux, les retraites, les accidents du travail, les allocations familiales ou encore les aides au logement... Alors :

« On pourrait faire la même chose avec une bonne mutuelle et des assurances » ? Peut être... Mais en attendant de servir, l'argent perçu par les mutuelles est placé dans des fonds de pensions, en bourse... et il travaille au service d'entreprises dont vous ne partagez pas les valeurs.

C'est la clé de notre sécurité sociale. L'argent cotisé est stocké dans une caisse et ne travaille qu'au service de nous tous.

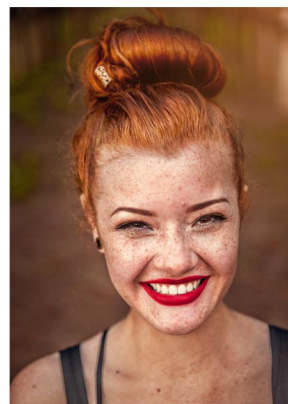
Témoignage :

Marie a vu ses revenus basculer sous le seuil de pauvreté pendant la crise COVID.

« Depuis la naissance de mon fils, j'enchaîne les temps partiels. Pas facile de trouver un poste à plein temps quand on est mère célibataire. Je travaille dans l'événementiel alors c'est encore plus compliqué avec la crise sanitaire.

C'est dur à dire mais aujourd'hui mon fils et moi nous en sortons grâce aux aides sociales. C'est quelque chose dont je ne parle pas. Je crains le regard des autres, «aides sociales» riment trop souvent avec «faignant» ou «profiteur».

Pourtant, ces aides me servent à payer mon loyer, mes factures d'électricité, de chauffage... Pas de quoi faire des folies. Quand on a de la chance, elles nous servent à manger. Quand ce n'est pas le cas, on s'appuie sur le Secours Populaire ou les Restos du Coeur.



Je suis reconnaissante de vivre dans un pays qui me donne la possibilité de m'en sortir malgré mes difficultés. Mais il faut rétablir la vérité. Ce n'est pas un plaisir de vivre des minimas sociaux. Ce n'est pas le grand soir à la maison tous les jours, on ne se rince pas avec les alloc et le RSA. On ne mange pas du caviar au frais de ceux qui travaillent.

Ces préjugés sont les plus durs à vivre pour moi. C'est dur d'être pointée du doigt comme celle qui profite alors que chaque euro compte. C'est d'autant plus dur de voir des gens qui gagnent

quelques centaines d'euros de plus que moi, et qui ne s'en sortent pas beaucoup mieux, nous montrer du doigt pendant que d'autres empochent tout le fruit du travail du plus grand nombre.

Il faut remettre les choses en perspectives, ceux qui galèrent ne sont pas les ennemis de ceux qui s'en sortent à peine.»

La France serait ruinée, autrement dit :

« Il n'y a pas d'argent magique. »

Difficile d'imaginer comment pourraient être financées les mesures progressistes portées par la gauche alors que la France va si mal. Tout augmente sauf les salaires : énergie, courses, coût de la vie, cantine... Pourtant les Français travaillent, on « crée de la richesse »... Alors **avons-nous les moyens de financer du progrès social en France et ça, sans augmenter nos impôts ? Bref où est le pognon ?**



> La fortune des milliardaires français a plus augmenté depuis le début de la pandémie qu'en 10 ans. Entre mars 2020 et octobre 2021, elle a grandi de 86% soit **236 Milliards** en plus de ce qu'ils avaient déjà.

Ce montant permettrait de quadrupler le budget de l'hôpital public.



> L'évasion fiscale (particulier et entreprise) coûte **80 à 100 Milliards** d'euros par an*.

Ce montant est supérieur au budget de l'Éducation Nationale (52 Milliards), l'un des postes les plus importants de l'État.

*Rapport solidaire-finances publiques



« Les migrants touchent **40 euros** par jour. »

FAUX. L'aide journalière versée est de 6,80€ par jour si la personne est hébergée et de 11,50€ si elle ne l'est pas. Elle n'est donnée qu'à la condition d'être enregistré comme demandeur d'asile.



« Les migrants ont le droit à une **carte bleue** payée par l'État. »

FAUX. L'aide journalière évoquée ci-dessus est versée sur une carte magnétique, qui n'est pas une carte bancaire.

Immigration :

Quid du **GRAND REMPLACEMENT ?**



La peur de l'étranger est l'un des piliers du camp adverse. Mais qu'en est-il vraiment ? Est-on en train de se faire « grand-remplacer » ?

« **2 Millions d'immigrés sous Macron** »

Eric Zemmour annonce que 400 000 personnes s'installent légalement en France chaque année. Ce chiffre est faux car il ne tient compte ni des gens en transit, ni des départs, ni des décès.

En prenant en compte ces données, l'Insee affiche un résultat proche de **140 000 personnes dont une partie sont des étudiants ou des expatriés** venant d'autres pays d'Europe ou d'Amérique du nord.

« **90 502 immigrés par an à cause du regroupement familial** »

L'immigration familiale regroupe une grande variété de situations. Une immense partie des titres correspond à des Français qui font venir leur famille, et en particulier leur conjoint étranger, dans l'Hexagone.

En réalité, seulement **12 113 personnes, époux et enfants d'étrangers résidant en France***, entrent sur le territoire par ce biais.

* source : Ministère de l'Intérieur

Pouvoir d'achat :

L'arnaque de la baisse des charges



« Soutenir les travailleurs en augmentant les salaires nets et en baissant les charges » est LA solution des candidats de l'autre côté.

Ce qu'ils ne disent pas c'est que ces fameuses charges correspondent aux cotisations salariales. C'est notre salaire brut.

À terme ce sont les soins qui sont déremboursés, les retraites qui baissent, les prestations familiales qui diminuent, les APL qui sautent...

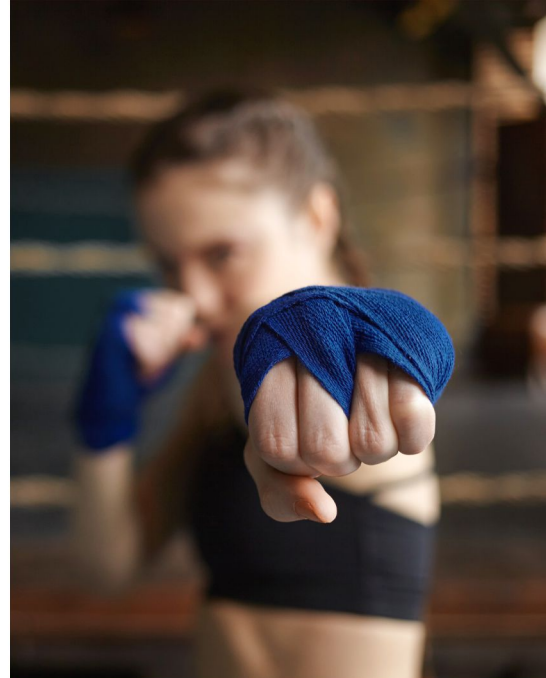
L'illusion d'une augmentation de pouvoir d'achat au bas de la feuille de paye est bien vite balayée par l'augmentation du coût de la vie qui en résulte après coup.

Environnement :

Peut-on se contenter du minimum ?

Les questions environnementales ne peuvent se résumer à « pour ou contre le nucléaire ». Le camp d'en face ne jure que par la croissance. Pour eux, elle permet de mesurer le bon fonctionnement du pays. Et pourtant la crise climatique dont sont à l'origine humain et capitalisme est aujourd'hui une **réalité scientifique**.

Revoir nos façons de fonctionner pour prendre en compte ces questions, **ce n'est pas revenir à la bougie**. C'est se demander quels sont vraiment nos besoins et produire rationnellement au plus près de chez de nous. C'est aussi repenser nos déplacements et notre façon de consommer pour plus de simplicité mais pas moins de plaisir !



Législatives : Le match retour ?

Les élections législatives suivent de près les présidentielles. Elles permettent d'élire les députés, qui seront nos représentants à l'Assemblée Nationale.

C'est à l'Assemblée, en lien avec le Sénat, que sont votées les lois proposées par le Gouvernement.

Cette instance est donc un **véritable contre pouvoir** aux lois et réformes souhaitées par le Gouvernement. Avec une Assemblée qui n'est pas de son bord, le Président ne peut pas imposer tout et n'importe quoi. Les propositions devront traverser d'importantes phases de débat démocratique et pourront être rejetées si nécessaire.

Pourquoi Macron vient de passer 5 ans à imposer une grande partie de ses projets, malgré l'opposition des français ? Parce que l'assemblée était majoritairement LREM.

Voter et faire voter pour les élections législatives c'est donc une vraie solution pour jouer le match retour des présidentielles et faire peser nos idées politiques au cœur du système.